

Convention collective

**IDCC : 9613. – BRANCHES SPÉCIALISÉES DE L'HORTICULTURE
ET DES PÉPINIÈRES
(Orne)**

(24 septembre 1969)

(Etendue par arrêté du 6 octobre 1972,
Journal officiel du 3 novembre 1972)

AVENANT N° 57 DU 29 JUIN 2011

À LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : AGRS1297013M
IDCC : 9613

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de l'Orne,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Orne ;

L'union départementale FO de l'Orne ;

La FNAF CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans la convention du 24 septembre 1969, le chapitre A de l'article 14 *bis* intitulé « Indemnisation des arrêts de travail et des invalidités. – Contenu des prestations » est annulé et remplacé pour ses paragraphes *a* et *b* par :

« A. – Contenu des prestations

a) En cas de maladie ou d'accident de la vie privée, tout salarié non cadre ayant 1 an d'ancienneté continue dans la profession bénéficie, à compter du 8^e jour d'arrêt, d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la caisse de mutualité sociale agricole de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant :

- 30 jours si l'ancienneté est comprise entre 1 an et 6 ans ;
- 40 jours si l'ancienneté est supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 11 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est supérieure à 11 ans et inférieure ou égale à 16 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est supérieure à 16 ans et inférieure ou égale à 21 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est supérieure à 21 ans et inférieure ou égale à 26 ans ;
- 80 jours si l'ancienneté est supérieure à 26 ans et inférieure ou égale à 31 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est supérieure à 31 ans.

A l'issue de cette première période d'indemnisation, l'indemnisation se poursuit à hauteur de 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières légales.

b) En cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle, tout salarié non cadre bénéficie, à compter du 1^{er} jour d'arrêt, d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la caisse de mutualité sociale agricole de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant :

- 30 jours si l'ancienneté est inférieure à 6 ans ;
- 40 jours si l'ancienneté est supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 11 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est supérieure à 11 ans et inférieure ou égale à 16 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est supérieure à 16 ans et inférieure ou égale à 21 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est supérieure à 21 ans et inférieure ou égale à 26 ans ;
- 80 jours si l'ancienneté est supérieure à 26 ans et inférieure ou égale à 31 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est supérieure à 31 ans.

A l'issue de cette première période d'indemnisation, l'indemnisation se poursuit à hauteur de 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières légales. »

Article 2

Date d'effet et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet au 1^{er} octobre 2011.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de la convention collective des branches spécialisées de l'horticulture et des pépinières du département de l'Orne du 24 septembre 1969.

Fait à Alençon, le 29 juin 2011.

(Suivent les signatures.)